

Déclarations de ministres

Nous ne disposons d'aucune analyse de rentabilité actuelle. Il est étrange qu'un ministre, déterminé, selon lui, à réduire les dépenses fiscales, nous annonce qu'il s'apprête à accorder des dégrèvements fiscaux à des banques étrangères sans préciser ce qu'il attend d'elles en retour. Nous ne savons pas quelles seront les avantages d'une telle mesure si tant il est vrai qu'elle en aura. Nous n'avons toujours pas d'analyse économique. On n'a pas soufflé mot non plus des mesures de représailles que pourraient engager certains pays étant donné que l'utilisation de la fiscalité nationale et de la politique fiscale pour aider les régions est tout à fait inhabituelle.

Il saute aux yeux que la proposition dont nous sommes saisis n'a pas été suffisamment étudiée. Si elle aide Montréal et Vancouver, sans nuire à Toronto, et si elle nous apporte des entreprises qui ne viendraient pas au Canada autrement, nous en serons fort heureux. Mais cela reste à établir. Nous ne savons toujours pas combien d'emplois seront créés. On nous a dit hier soir que Vancouver espérait que de nouveaux emplois seraient créés grâce à cette mesure. D'autres études ont démontré que cela était très improbable.

Je compte bien que le ministre étayera ses déclarations de principe par une solide analyse de rentabilité qui nous permettra de nous faire une juste idée du bien-fondé de cette mesure.

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, en tant que député représentant l'Ontario, né en Colombie-Britannique et co-président du caucus du Québec de notre parti, je crois pouvoir parler objectivement de cette proposition.

Je suis heureux de constater que le gouvernement a présenté ses intentions de façon plus précise qu'il ne l'a fait dans sa déclaration budgétaire de l'année dernière. La Chambre de Commerce de Vancouver, qui a témoigné devant le comité hier soir, avait alors été amené à croire qu'elle avait obtenu un engagement, mais elle a appris par la suite que ce n'était pas le cas dans l'esprit de nombreux députés. Les circonstances dans lesquelles cette déclaration a été faite sont peut-être un peu bizarres.

Le comité des finances a entrepris d'étudier cette question en décembre. Nous avons réalisé certains progrès. Le ministre a reproché au comité de laisser vagabonder son imagination et de ne pas s'en tenir rigoureusement aux faits. Or, c'est justement parce que le ministère des Finances avait été avare de faits que le ton a monté en l'occurrence ce qui a conduit à des frictions inutiles entre les régions au sujet d'une question qui se révèle être extrêmement complexe.

Comme le ministre le sait pertinemment, la moitié de son caucus a applaudi sa déclaration et l'autre moitié a quitté la Chambre des communes au moment de sa déclaration. Je n'ai point besoin de préciser d'où viennent ces députés.

[Français]

J'accepte le fait que le ministre a fait sa déclaration et cela aidera au Comité des finances et des affaires économiques dans l'étude que nous sommes présentement en train de faire, particulièrement puisque les témoins du ministre des Finances (M. Wilson) vont comparaître devant nous cet après-midi. Je crois que nous avons besoin de renseignements précis sur l'impact en termes d'emploi et de dépenses fiscales, pour savoir si oui ou non—comme dit le rapport du gouverneur Rasminsky et de son adjoint M. Lawson, qui ont fait une étude sur cette

question en 1984—il y aurait une vraie perte en termes de revenu potentiel fiscal qui serait ou non significative.

Donc, est-ce que nous allons avoir une grande perte de revenu fiscal ou non? Nous ne le savons pas jusqu'ici et dans tous les témoignages qu'on a eus, la Chambre de commerce de Montréal, la Chambre de commerce de Toronto, les autres témoins qui viennent de Vancouver, par exemple, effectivement tout le monde est dans une position d'incertitude et cela grâce partiellement au manque d'information de part du ministre des Finances et des fonctionnaires de son ministère.

[Traduction]

Les néo-démocrates s'inquiètent, en général et en principe, des nouvelles réductions d'impôt offertes, surtout au cours d'une année pour laquelle le gouvernement a annoncé d'importantes réformes fiscales. Nous sommes particulièrement inquiets de voir l'énorme éventail des pertes fiscales prévues qui peuvent varier entre un million de dollars par année, selon la Chambre de Commerce de Montréal et beaucoup plus, selon celle de Toronto.

Nous suivrons de près les répercussions sur l'emploi. Le ministre prétend qu'il espère pouvoir ramener au Canada une activité bancaire qu'accaparent actuellement des paradis fiscaux comme les îles Caïmans, Hong Kong et Macao. Reviendra-t-elle un jour au Canada, ou allons-nous simplement transférer dans un autre centre l'activité qui se déroule actuellement à Toronto?

[Français]

J'aimerais dire, monsieur le Président, que je crois que tous les partis politiques dans le Parlement du Canada acceptent en principe le fait qu'on puisse donner des encouragements pour aider au développement régional pour inciter des investisseurs à se déplacer par exemple de la région du sud de l'Ontario à d'autres régions du pays. Et tous les partis au pouvoir, cela veut dire le parti libéral, le parti conservateur, notre parti comme nous sommes au pouvoir dans les provinces de l'Ouest, ont utilisé des moyens variés pour aider à encourager l'implantation des industries manufacturières.

Maintenant, c'est peut-être la première fois que nous faisons face à la situation si oui ou non nous devrions essayer d'influencer la location d'une industrie de service, d'industrie bancaire internationale dans une certaine région ou certaines régions du pays.

Je peux dire qu'en principe et surtout quand on voit le fait que maintenant 70 p. 100 de notre économie est dans les industries de services, de notre côté, du côté du Nouveau parti démocratique, nous ne sommes pas opposés au principe qu'on peut influencer ou essayer de ce côté du gouvernement d'influencer l'implantation de la location des industries de services. Mais cela ne veut pas dire que nous ne désirons pas regarder de très près les propos spécifiquement proposés par le gouvernement.

● (1520)

[Traduction]

En d'autres termes, si les stimulants de développement régional sont acceptés tels quels par tous les partis pour ce qui est d'implanter des entreprises industrielles, je ne crois pas que nous ayons nécessairement à nous opposer à l'utilisation de techniques semblables pour l'implantation d'entreprises du